

3° | 2010

VOICE



Barrages : boom mondial

Les barrages détruisent les modes de vie des peuples autochtones.

société pour
les peuples
menacés



Editorial

L'eau, à la fois vitale et destructrice, devient source d'électricité lorsqu'elle est retenue par un barrage. Pourquoi alors parler de destruction? Parce qu'elle retire tout simplement leur habitat aux gens qui peuplent les vallées inondées. Cependant, l'eau n'est pas la coupable, mais bien les gouvernements et entreprises publiques ou privées qui décident du sort des populations concernées. Ces dernières sont bien souvent des minorités, en particuliers des peuples autochtones. Certes, il est incontestable que l'électricité générée par les barrages représente un bien précieux; mais elle n'est en général pas produite pour les habitants qui ont dû quitter les vallées dévastées par les barrages. Tout le bénéfice revient le plus souvent aux preneurs industriels. Pendant que l'industrie profite, les expulsés subissent les conséquences. Ils se retrouvent contraints de quitter leurs villages d'origine et de renoncer à leur mode de vie traditionnel. Les gouvernements promettent des dédommagements et la création de nouveaux lieux d'habitation. Mais la réalité se révèle bien souvent différente. Et quand même ils tiennent leurs promesses, agissent-ils alors en faveur de la préservation de la tradition et de la culture des peuples menacés? Il convient de bien mettre en balance les avantages et inconvénients de la construction moderne d'un barrage. La population touchée doit être consultée au préalable, comme le prévoient les lignes directrices de la Commission Mondiale des Barrages. Malheureusement peu de décideurs s'y tiennent. Tel fut le cas au Soudan: les responsables sont désormais assignés en justice par le «European Center for Constitutional and Human Rights». Les institutions occidentales ne sont pas les seules à réagir: un chef indigène courageux organise également la résistance en Amazonie. Il trouve soutien auprès de stars hollywoodiennes et de la SPM. Vous en apprendrez plus en nous lisant.

Christoph Wiedmer, directeur

La **Société pour les peuples menacés (SPM)** est une organisation internationale des droits de l'Homme qui s'engage pour les minorités et les peuples autochtones. La SPM dénonce les violations des droits de l'Homme, informe et sensibilise l'opinion publique et représente les intérêts des personnes concernées devant les autorités décisionnaires. Elle encourage les efforts locaux effectués en faveur de la promotion des droits des minorités et peuples autochtones. En outre, elle travaille sur le plan national et international avec des organisations qui poursuivent les mêmes objectifs. La SPM bénéficie d'un statut de conseiller au Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) ainsi qu'au Conseil de l'Europe.

4



Barrages : boom mondial

Les personnes dont les villages seront submergés doivent être consultées avant la construction d'un barrage: voilà du moins ce que préconisent les lignes directrices de la Commission Mondiale des Barrages. Mais qui s'y tient dans la pratique?

6



Un coup de semonce au nez des puissants

Récemment, le European Center for Constitutional and Human Rights a émis une plainte contre des dirigeants de l'entreprise qui a construit la centrale hydraulique Méroé au Soudan.

14



Invisible mais destructeur

L'uranium constitue la matière première de l'énergie nucléaire. Le groupe français Areva exploite l'uranium depuis plus de quarante ans sur un territoire touareg du Niger, dans le Sahara, entraînant ainsi de lourdes conséquences pour l'environnement.

Table des matières

| | | | |
|----------|---|-----------|--|
| 4 | Barrages: boom mondial | 10 | Nouvelles brèves |
| 6 | Un coup de semonce au nez des puissants | 12 | Projets et campagnes de la SPM |
| 7 | Des barrages qui détruisent la mémoire culturelle | 14 | Actualités Invisible mais destructeur |
| 8 | Interview avec Megaron Txucarramãe | 15 | Service Livres |

Editrice: Société pour les peuples menacés Suisse, Wiesenstrasse 77, CH-3014 Berne, tél. 031 311 90 08, fax 031 311 90 65, e-mail: info@gfbv.ch, Internet: www.gfbv.ch, Dons: PC 30-27759-7 **Rédaction:** responsable: Franziska Stocker, collaboration: Regina Partyngl, Hans Stutz **Concept mise en page:** Clerici Partner AG, Zurich **Mise en page:** Franziska Stocker **Traduction:** weiss traductions, Zurich **Photo couverture:** des Kayapos manifestent au Brésil contre le projet de barrage de Belo Monte, avril 2010. (photo: Megaron Txucarramãe) **Photo au verso:** Maya au Guatemala (photo: Fritz Berger) **Parution:** trimestrielle **Tirage:** 2300 exemplaires **Prix à l'unité:** CHF 5.- plus frais de port, Prix pour les annonces sur demande **Prochain numéro:** nov. 2010, délai pour les annonces et la rédaction: 1^{er} oct. 2010 **Copyright:** © 2010 Société pour les peuples menacés Suisse. La reproduction d'articles est autorisée avec référence de la source et remise d'un exemplaire à l'éditrice. **Impression:** gdz AG, Zurich, imprimé sur papier FSC **Certificat ZEW0:** La SPM est une institution d'utilité publique reconnue par le ZEW0. Il garantit l'utilisation à des fins déterminées et transparente des dons.



Sources Mixtes
Groupe de produits issu de
forêts bien gérées et d'autres
sources contrôlées

Cert no. IMO-COC-029349
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council

> Barrages : boom mondial

La construction des barrages de retenue doit inclure l'implication des habitantes dont les villages se retrouvent inondés. C'est tout du moins ce que soulignent les lignes directrices de la Commission Mondiale des Barrages. Mais qui applique véritablement ce principe?

«C'est notre pays, quittez notre territoire», scandaient en janvier 2010 des milliers de personnes autour du lac Turkana au nord du Kenya, protestant contre la construction prévue du barrage Gibe III en Ethiopie voisine. Le gouvernement kenyan l'a malheureusement acceptée. «Gibe menace le lac Turkana et sa riche biodiversité en lui retirant de l'eau et en détruisant l'habitat de près de 200 000 habitants de la vallée éthiopienne Omo», explique Joshua Angelei, directeur de la campagne Friends of Lake Turkana. Parmi les personnes touchées, on compte huit peuples autochtones, dont un peuple éthiopien, les Kwegu, vivant essentiellement de pêche, de chasse et de cueillette. Mais pourquoi alors les gouvernements kenyan et

consentement libre et préalable à la construction d'un barrage. Ces recommandations ne sont cependant pas obligatoires. Dix années se sont écoulées depuis la publication du rapport de la CMB et qu'en est-il aujourd'hui de leur application? Les barrages construits sont-ils plus respectueux des populations et de l'environnement? Les droits des peuples autochtones sont-ils pris en compte?

La réponse reste mitigée: la plupart des Etats du Sud, la Banque Mondiale et le lobby «barrages» n'ont pas accepté les recommandations de la CMD, de peur de ne plus pouvoir du tout construire de barrages. L'organisation du lobby des exploitants de barrages hydroélectriques, «International Hydropower Association», a publié en 2010 ses propres lignes directrices, plus faibles et attribuant moins de droit de participation aux personnes concernées. Fait réjouissant toutefois: en 2003, des rencontres ont eu lieu dans différents pays, notamment en Afrique du Sud, au Népal et au Bangladesh, entre les gouvernements, les industriels et les habitants concernés, allant dans le sens des recommandations pour une construction de barrage respectueuse des habitants et de l'environnement. Malgré la prise de conscience internationale croissante en faveur des intérêts sociaux et écologiques, il existe toujours de nombreux projets de barrages totalement irrespectueux des populations et du milieu naturel.

La Chine a construit 86 000 barrages ces 50 dernières années

éthiopien ont-ils permis cette construction? Le barrage est principalement destiné à l'irrigation des grandes plantations, dont les récoltes devraient servir à l'élaboration de biocarburants particulièrement rentables. Le gouvernement éthiopien réprimant avec violence les protestations des organisations autochtones.

Malgré la crise économique, la construction de barrages connaît un grand boom. Les représentants de la branche justifient la tendance actuelle de l'énergie hydraulique par la demande croissante en énergies renouvelables et peu coûteuses. L'utilité des barrages est bien sûr incontestée lorsqu'ils sont destinés à l'approvisionnement en eau, la protection contre les inondations ou à l'irrigation. Toutefois, les grands barrages-réservoirs entraînent des répercussions particulièrement négatives. En 2000, la Commission Mondiale des Barrages (CMB) a relevé dans son rapport que: «la construction de barrages a engendré, dans de trop nombreux cas, des impacts déraisonnables et souvent inutiles, au niveau humain et environnemental, en particulier pour les personnes déplacées, les communautés en aval, les contribuables et les milieux naturels.» Tout spécialement concernés, les peuples autochtones perdent alors à tout jamais leur culture et les bases de leur existence. La CMB a formulé des recommandations en faveur d'une meilleure transparence pour toutes les parties concernées. Elle a revendiqué le droit pour les populations autochtones et tribales de donner leur

Anéantissement des conditions de vie des autochtones

Durant ces 50 dernières années, la Chine a construit 86 000 barrages – entraînant ainsi l'inondation de 1,3 million d'hectares de territoire et le déplacement de 50 millions de personnes. Le schéma chinois se répète partout dans le Monde: les exploitants et gouvernements promettent aux concernés des conditions de vie meilleures et des emplois. En Chine, les terres appartiennent en grande partie à l'Etat qui les afferme. Il ne doit ainsi indemniser que quelques familles. Le tout accompagné de corruption: les dédommagements payés en partie aux autorités et aux chefs de village ne sont pas reversés. En 2004, une légère prise de conscience s'est fait ressentir au sein du gouvernement chinois. Le premier ministre Wen Jiabao a promulgué une nouvelle loi de protection de l'environnement et stoppa la construction des 13 barrages planifiés sur la Salouen, pour manquement aux conditions environnementales. Mais les autorités locales n'appliquent pas les nouvelles lois, les violations ne sont même pas sanctionnées.

La Turquie construit et prévoit des barrages sur tous ses grands fleuves, on en compte 22 rien que sur l'Euphrate et le Tigre. Depuis 10 ans, le débat continue autour du barrage



Photo: Le Grand Portage

Vue du mur principal du barrage des Trois-Gorges. Pour ce projet chinois de grande ampleur, situé au Yangtsé, quelque 2 millions de personnes ont dû être expulsées.

d'Ilsu sur le Tigre. Sa construction entraînerait l'évacuation de 65 000 personnes et détruirait la biodiversité propre à l'endroit ainsi que les nombreux monuments culturels de la ville antique d'Hasankeyf. En juillet 2009, les sociétés de construction, assurances à l'exportation et banques suisses, allemandes et autrichiennes, ont abandonné ce projet car la Turquie ne respectait pas les standards internationaux sur les transferts de populations, la protection de l'environnement et du patrimoine culturel. Le pays veut désormais réaliser le barrage par ses propres moyens et avec le soutien de la société de construction autrichienne Andritz. Les premiers villages devraient être évacués dès l'été 2010.

L'Inde a contraint quelque 60 millions de personnes à se déplacer pour la construction de barrages, et cela sans dédommagement. Le pays prévoit de nouveaux barrages sur tous ses grands fleuves et à leur source au Népal. Depuis cinq ans, le Laos jalonne de barrages les fleuves de la forêt vierge, parfois avec le soutien de la Banque Mondiale et afin de vaincre la pauvreté avec l'argent de la vente de l'électricité à la Thaïlande. Le transfert des tribus autochtones a suscité les protestations de la communauté internationale qui ont poussé la Banque Mondiale à planifier avec exactitude et à contrôler le processus d'expropriation.

La quasi-totalité des Etats d'Afrique prévoit et construit actuellement des barrages, beaucoup avec le soutien de la Chine, de l'Afrique du Sud ou de l'Europe. Le plus grand barrage en République Démocratique du Congo, Inga 3, doit produire 3500

mégawatt d'électricité et servir ainsi à la fabrication d'aluminium. Sa construction détruirait des forêts avec une riche biodiversité.

Assassinat d'opposants au barrage

Alors que le plus grand barrage du monde, prévu au Brésil (Belo Monte), reçoit toute l'attention du grand public suite aux vives protestations rencontrées, on entend peu parler des protestations en Amérique centrale contre la construction de barrages qui font l'objet d'une violente répression et ressemblent localement à un état de guerre. En Honduras et au Mexique, des opposants au barrage ont même été tués.

Ces exemples prouvent que la volonté politique manque pour appliquer les recommandations de la CMB ou la Déclaration de l'ONU de 2007 (non contraignante) sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP). Ces deux documents procurent toutefois des fondements importants pour les populations autochtones, afin de se faire entendre et de formuler leurs revendications au niveau international. Une lueur d'espoir toutefois: depuis 2002, de plus en plus de communes du Pérou, d'Argentine, du Mexique et du Guatemala ont la possibilité de voter sur des projets d'infrastructure (principalement miniers). Et la majorité des personnes concernées a dit non au barrage ou à la mine, contrairement à ce que les gouvernements affirmaient en aval. C'est seulement ainsi que le pouvoir du lobby des barrages peut être contré, l'obligeant à faire primer la sécurité sociale et environnementale au profit.

Christine Eberlein, Déclaration de Berne

➤ Un coup de semonce au nez des puissants

Des milliers de personnes ont dû abandonner leur foyer. Récemment, le European Center for Constitutional and Human Rights a émis une plainte contre des dirigeants de l'entreprise qui a construit la centrale hydraulique Méroé au Soudan.

Au cours des dernières années, on a construit des centaines de barrages, chassant des milliers de personnes de leurs villes et villages. C'est ce qu'il s'est passé lors de la construction de la centrale hydraulique de Méroé sur le Nil, située à une centaine de kilomètres au nord de la capitale du Soudan, Khartoum. Certains parlent de 38 000 déplacés, d'autres de 78 000. Il est impossible de connaître le nombre exact mais il est clair que des membres des communautés autochtones amri et manasir, tous deux groupes ethniques arabes du Soudan, en faisaient également partie. La plupart des déplacés étaient de petits agriculteurs, cultivant des fruits et des céréales sur les bords du Nil et exploitant la terre arable.

Entreprise allemande accusée

Le barrage de Méroé a été financé par le gouvernement du Soudan et d'autres pays arabes ainsi que par une banque chinoise. Outre les entreprises soudanaises et chinoises, des grandes entre-

prises européennes ont contribué à la construction, comme Alstom en France (installations électromécaniques) et ABB en Suisse (livraison de stations de transmission). La direction de la construction a été accordée à l'entreprise Lahmeyer International, sise à Bad Vilbel, près de Francfort-sur-le-Main.

Jusqu'ici, rien d'extraordinaire: face aux volontés des gouvernements nationaux et des grandes entreprises internationales, les petits pouvoirs économiques souffrent d'une position difficile: on bafoue facilement les droits des habitants des régions inondées durant la planification, la construction et la mise en service de ces gros projets.

Mais cette fois, c'est différent. Début mai 2010, l'ECCHR (European Center for Constitutional and Human Rights) dépose une plainte auprès du ministère public de Francfort contre deux dirigeants de Lahmeyer International, responsables pour la planification, la supervision des travaux et la mise en service du barrage. L'ECCHR les accuse, entre autres, d'inon-

dation, de menaces, d'expulsion des faibles, de dommages matériels et de destruction de constructions.

Sans domicile après l'inondation

Deux événements sont à l'origine de ces accusations: en décembre 2005, les constructeurs ont endigué le Nil et le territoire habité par les Amris a été inondé en août 2006. Les Amris auraient dû être déplacés avant ces opérations mais les habitations prévues n'étaient pas encore prêtes. De plus, le territoire qui a été attribué aux Amris ne satisfaisait pas leurs besoins. Le niveau de l'eau montait et près de 2700 familles ont perdu leur foyer et leurs biens, dont bon nombre de leurs animaux d'élevage. Trois hommes sont morts lors d'une manifestation contre leur expulsion.

A la mi-avril 2008, le barrage a été mis en exploitation et le niveau de l'eau a continué de grimper, obligeant environ 2000 familles manasir à quitter leurs maisons en abandonnant leurs animaux d'élevage entre juillet 2008 et janvier 2009.

La plainte accuse en outre les deux ingénieurs de Lahmeyer de ne pas avoir suivi les directives de la commission mondiale des barrages (CMB). Ils n'auraient pas respecté les intérêts des populations concernées et n'auraient pas répondu à leurs droits d'indemnisation. La plainte est en instance de traitement.

L'ECCHR considère le cas Méroé comme «symptomatique des dangers que représentent les grands projets d'infrastructure pour les droits de l'Homme». Si cette voie juridique originale devait aboutir, il est évident que les grandes multinationales ne pourraient plus, comme jusqu'ici, se soustraire à la Convention des droits de l'Homme.

Hans Stutz, SPM Suisse



Photo: David Habertah

Membres de la communauté nubienne des Manasir au nord du Soudan: 2000 familles manasir ont perdu leur foyer à cause de la construction du barrage de Méroé.

➤ Des barrages qui détruisent la mémoire culturelle

Les barrages de l'Etat de Sarawak en Malaisie sont source d'énergie, mais pour l'exportation, pas pour la population locale. Des experts en droits de l'Homme craignent que la véritable raison de leur construction soit tout autre.

Ce n'est que grâce au hasard que les plans de construction de douze barrages du gouvernement de Sarawak (Etat malaisien sur l'île de Bornéo) ont été révélés au public. Une présentation du projet, dont l'auteur est le directeur de Sarawak Energy Berhad, est apparue par erreur sur un site Internet. Le document, retiré par la suite, a pu être transmis au Bruno Manser Fonds et mis en ligne sur son site internet.

Les barrages prévus font partie du gigantesque projet du Chief Minister Abdul Taib Mahmud: «Sarawak Corridor of Renewable Energy». Il a pour but de moderniser Sarawak jusqu'en 2020 en construisant et en étendant les centres industriels et de production, cœur de l'approvisionnement en énergie. Les douze barrages produiraient ainsi de l'énergie qui sera exportée principalement en Indonésie, au Brunei et sur la péninsule de la Malaisie.

Pour l'instant, Sarawak n'est pas demandeuse de cette énergie puisque le barrage de Bakun, qui sera mis en service à la fin de l'année, produira largement assez d'électricité pour l'Etat malaisien. Les plans de l'infrastructure veulent attirer des investisseurs étrangers. Les premiers contrats ont déjà été signés avec des entreprises de Taiwan et de Chine.

La construction du barrage de Murum a déjà commencé. Un milliard de francs suisses sont prévus pour le projet qui devrait être achevé en 2013.

Menace pour les plus faibles

On trouve à Sarawak des forêts équatoriales parmi les plus riches du monde. Des autochtones de plus de quarante groupes ethniques différents y vivent. Après avoir passé les dernières décennies à se battre pour leurs droits territoriaux, contre la déforestation et la culture de palmiers à huile, des milliers



Photo: Bruno Manser Fonds

La construction du barrage de Bakun a expulsé 9400 membres du peuple penan.

d'entre eux vont maintenant devoir faire face à une nouvelle menace: leur expulsion et l'inondation de leurs villages et de leur terre. Ainsi, environ 1000 membres de la population penan à l'ouest vont devoir quitter sept villages à cause du barrage de Murum.

Les Penan sont le groupe autochtone le plus vulnérable puisqu'ils dépendent de la flore et de la faune de la forêt ainsi que de rivières propres pour leur vie de chasseurs, pêcheurs et cueilleurs. Le gouvernement leur promet une vie meilleure après la construction du barrage mais on remarque aujourd'hui déjà qu'ils ne vont pas en profiter: beaucoup d'entre eux ont voulu travailler sur le chantier mais ils ont été refoulés, ne pouvant présenter de carte d'identité.

Les Penan à l'ouest de Sarawak ne sont pas les seules victimes: le peuple kelabit à l'est est également concerné. On procède déjà à des travaux de mesures sur la rivière Limbang. Mutang Urud, un ancien allié de Bruno Manser aujourd'hui exilé au Canada, voit la menace peser sur son village d'origine, Long Napir, sur les rives du Limbang: «Ce projet est une attaque frontale à nos droits en tant qu'autochtones de cette région, dit-il. Cela ne ferait pas que détruire notre territoire traditionnel mais cela réduirait aussi notre mémoire culturelle à néant

pour les futures générations.» Les Kelabit craignent de subir le même sort qui frappe 9400 Penan: il y a 14 ans, ils ont été déplacés vers Sungai Asap à cause de la construction controversée du barrage de Bakun. L'économie monétaire qu'on leur a imposé leur est inconnue, ils vivent dans une cruelle pauvreté, souffrent du chômage, de la faim et de la perte de leurs racines culturelles et de leur mode de vie traditionnel. Ils attendent encore les compensations et les terres arables promises. Ils n'ont toujours pas de droit commun sur les champs qui leur ont été attribués et qui sont bien trop petits et à des kilomètres de leur village.

L'infâme barrage

Les principaux bénéficiaires du projet seront la famille du Chief Minister qui s'est acquiné avec nombre des entreprises (p. ex. Sarawak Energy Berhad). Baru Bian, avocat des droits territoriaux et opposant politique autochtone craint que: «la construction des barrages au nom du développement soit un prétexte pour la suppression des droits des peuples autochtones dans les bassins de réception de nos plus grands fleuves. Ces barrages ne sont pas nécessaires.»

Julia Beckel, Bruno Manser Fonds

➤ « Les autochtones n'ont jamais été consultés »

Un gigantesque barrage est prévu dans la région amazonienne: le Belo Monte. Le chef de tribu Megaron Txucarramãe explique comment le gouvernement du Brésil traite ceux qu'il expulse, qui menace les autochtones et quels moyens sont mis en œuvre pour les acheter.

Quelles seront les conséquences de la construction du barrage Belo Monte pour les autochtones locaux?

Le gouvernement brésilien voudrait construire le barrage Belo Monte sans consulter les autochtones, sans rien demander aux riverains ni aux petits agriculteurs. Il veut accélérer la construction qui va nuire à nombre de personnes, en particulier aux autochtones. Jusqu'ici, le gouvernement n'a rien proposé aux autochtones et aux riverains pour trouver des solutions aux problèmes posés par cette construction.

Ni le gouvernement, ni la Fondation de l'Indien, ni les entreprises ne sont allés rencontrer les personnes concernées?

Il y a eu des rencontres isolées mais le gouvernement ne veut pas entendre parler d'une véritable consultation des peuples touchés. Il veut juste construire le barrage. C'est tout.

Est-ce que les représentants du gouvernement ont demandé aux autochtones et aux riverains s'ils étaient pour ou contre la construction du barrage?

S'il y a une réunion d'information publique, les autochtones s'y rendent. Mais ils ne comprennent pas ce que disent les ingénieurs et ce dont ils parlent. La plupart des autochtones ne comprennent pas le portugais. Comment pourraient-ils comprendre des ingénieurs? C'est pourquoi la plupart des autochtones ne se rendent même pas compte des conséquences qu'aura ce barrage sur leur vie.

Donc, les autochtones ignorent ce qui va leur arriver?

Si, ils savent que leur territoire va être inondé.

Que veulent obtenir les personnes concernées de la part du gouvernement?

Avec d'autres autochtones, nous avons écrit une lettre au président Lula da Silva (voir encart page 10, rem. de la réd.); je peux te l'envoyer, par fax ou par e-mail? Nous y avons exprimé nos exigences envers le gouvernement. La plupart des autochtones ignorent encore les conséquences qu'aura le barrage pour eux. Ceux qui vivent à proximité de la petite ville d'Altamira se sont rendus, ce qui est très grave.

Les entreprises ont-elles pris d'elles-mêmes contact avec les populations concernées?

Les entreprises électriques d'Etat Electro Norte et Electrobras offrent de l'argent, du diesel et des aliments de base pour

amadouer les autochtones dans la région d'Altamira. Différents groupes d'autochtones directement touchés acceptent maintenant les intentions du gouvernement et la construction du barrage.

Est-ce pareil pour tous les autochtones?

Non, ce n'est le cas que pour ces peuples-là. Les Kayapos du Haut-Xingu et des Etats de Pará et Mato Grosso sont radicalement contre le projet.

Il n'y a donc jamais eu de véritable consultation, que ce soit par le gouvernement, la Fondation de l'Indien ou les entreprises?

Non, personne n'a demandé leur avis aux autochtones. Il n'y a pas eu de véritable assemblée, personne n'a informé ni questionné les autochtones. La Fondation de l'Indien FUNAI n'a rien entrepris. Rien, rien, rien, rien de rien.

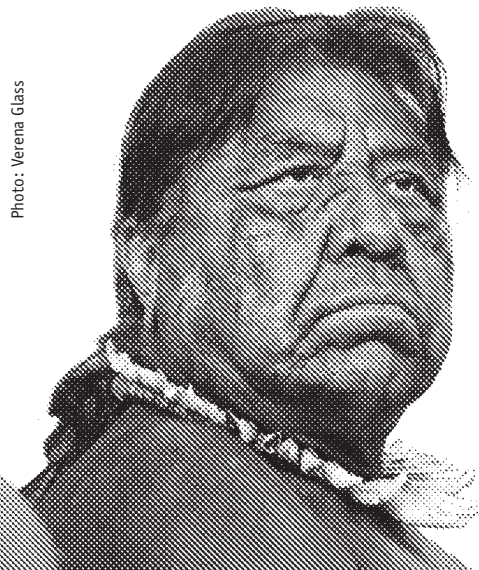
Les autochtones ont-ils subi des pressions de la part du gouvernement, de la Fondation de l'Indien ou des entreprises?

Les autochtones directement concernés par la construction du barrage, en particulier les Kayapos Xikrin de la rivière Bacajá, se sont plaints de grandes pressions et de nombreuses me-

La Fondation de l'Indien FUNAI n'a rien entrepris, rien de rien.

naces de la part du groupe Electro Norte. De même, la Fondation de l'Indien les a menacés de couper les aides attribuées jusqu'ici en matière de santé et de formation. Voilà ce que m'ont raconté les Kayapos Xikrin lors de ma visite à Altamira. Ils m'ont également dit à quel point ils étaient fatigués de recevoir toujours des menaces.

Suite en page 10



Megaron Txucarramãe, chef de la tribu autochtone des Kayapos



Photo: Glenn Switkes / International Rivers

Des autochtones du fleuve Madeira manifestent contre la construction de barrages sur l'Amazone, au Brésil.

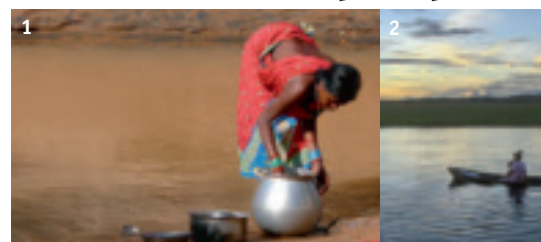
Le barrage de Belo Monte

Belo Monte est un gigantesque projet de centrale hydraulique qui doit voir le jour sur la rivière Xingu, un affluent de l'Amazone. Les plans prévoient de créer deux lacs de barrage qui auront environ la surface du lac de Constance, en construisant trois grands barrages sur cette rivière. Pour cette réalisation, on estime qu'il faudra déplacer 20 000 personnes. Le ministère de l'environnement brésilien, les exploitations minières, le ministère de l'énergie et les deux groupes de production d'électricité Electro Norte et Electrobras veulent hâter le projet. L'inondation du territoire menacera l'écosystème de la rivière Xingu, les barrages empêcheront en particulier la migration des poissons. De plus, cela détruira de grandes surfaces d'une forêt équatoriale précieuse ainsi que des villages traditionnels. Des experts craignent que le barrage de Belo Monte ne soit que le début d'une suite d'autres projets de centrales hydrauliques sur l'Amazone.

Megaron Txucarramãe

Megaron Txucarramãe est le chef de la tribu des Kayapos et un des leaders principaux des Indiens du Brésil. Il est le neveu du célèbre chef de tribu Raoni qui a lancé une campagne internationale contre la déforestation de l'Amazonie il y a 20 ans, avec le soutien du chanteur Sting. Txucarramãe s'investit pour la santé, les droits du sol et les droits de la population autochtone du Brésil. En 1982, il devint le premier président indien de la Fondation de l'Indien brésilienne FUNAI. Aujourd'hui, il se montre très critique face à cette institution. Txucarramãe a rencontré nombre de décideurs pour représenter les droits de son peuple. Actuellement, il organise les manifestations contre le projet Belo Monte. En juin 2010, il a rassemblé les chefs de tribu indiennes et les représentants d'organisations autochtones et environnementales autour d'une table ronde. Il veut rassembler et unifier les forces de tous ceux qui s'opposent à la construction du barrage.

➤ Minorités et peuples



Suite de la page 8

Qu'est-ce que les autochtones attendent des organisations internationales comme la SPM ?

Nous voulons que vous engagiez la discussion avec le président Lula da Silva pour qu'il stoppe la construction du barrage. Mais il ne va pas céder. Il n'écouterait personne, n'entendrait personne: il veut seulement construire le barrage, tout comme il veut la construction d'autres barrages sur l'Amazonie.

Interview: Christoph Wiedmer, SPM Suisse



Photo: Arthur Manuel

Une manifestation contre le barrage de Belo Monte s'est déroulée à New York. Elle a reçu le soutien de Sigourney Weaver, actrice du film Avatar.

Extrait de la lettre des autochtones du Brésil, adressée au président Lula da Silva

«Nous, chefs de tribu et guerriers, manifestons notre mécontentement et continuerons à bloquer le passage de la rivière Xingu. Tant que Lula da Silva ne renoncera pas à construire le barrage de Belo Monte, nous resterons ici. (...) Nous, population autochtone, avons voté pour Lula. Aujourd'hui, nous découvrons qui il est réellement. Nous ne sommes pas des criminels et ne méritons pas d'être traités ainsi. Nous demandons simplement l'annulation du projet de construction du barrage Belo Monte. (...) Nous, autochtones, sommes les premiers habitants de ces terres et le gouvernement de Lula nous oublie. Ce gouvernement veut notre destruction, voilà ce que nous avons compris aujourd'hui.»

Chef Megaron Txucarramãe, Paraçu, 26 avril 2010

Nouvelles brèves

Croatie: La Cour de Justice met fin à la discrimination des enfants roms

Plusieurs enfants roms scolarisés en Croatie ont porté plainte pour avoir été placés pendant la période d'enseignement obligatoire dans des classes pour enfants roms ayant des difficultés d'apprentissage, et cela en raison de leur appartenance ethnique. Alléguant d'un contenu d'apprentissage réduit par rapport au programme scolaire officiel, ils ont invoqué une discrimination raciale et la violation notamment du droit à la formation. La plainte avait été rejetée par toutes les instances, jusqu'à ce que la Grande Chambre de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) donnent enfin raison aux requérants, même si le résultat s'est avéré serré avec 9 voix contre 8. La Cour considère que les Roms appartiennent à une minorité particulièrement défavorisée et blessée. Enfin, la CEDH conclut que la Croatie n'a pas pu prouver que les besoins spécifiques de la minorité rom défavorisée ont été pris en compte par des mesures adaptées.

Source: Arrêt de la Grande Chambre CEDH, n° 15766/03, Affaire Orsus c. Croatie, 16.03.2010

Inde: Des «safaris» menacent le peuple autochtone des Jarawa

Aujourd'hui, quelque 300 Jarawa vivent encore sur les îles Adaman du Centre dans l'Océan Indien. Ils vivent en groupes nomades de 40 à 50 personnes du produit de leur chasse. Par une route tracée illégalement et parcourant le domaine des Jarawa, touristes, colons et braconniers pénètrent sur leur territoire.

autochtones de par le monde



1. Siribeda, Inde (Photo: Rita Willaert)
2. Akawini, Guyane
(Photo: Amerindiens Peoples' Association APA)
3. Amazigh, Maroc (Photo: Tarek Ghezal)
4. Kuna, Panama (Photo: Rita Willaert)

Ils portent atteinte à la survie des indigènes en véhiculant avec eux diverses maladies. Certaines agences de voyage proposent même des «safaris» d'excursion chez les Jarawa. Suite à l'interven-



Photo : Survival

tion d'organisations non gouvernementales, plusieurs agences ont retiré cette offre. Mais pas encore toutes, malheureusement.

Source : www.survivalinternational.org

Atoll Rongelap: Les Etats-Unis

veulent renvoyer les indigènes chez eux
Début mars 1954, la plus grande bombe à hydrogène lancée par les Etats-Unis explosait sur l'atoll de Bikini. Elle fut à l'origine de la pire catastrophe nucléaire sur le territoire américain. Ce n'est que 48 heures après que les autorités américaines évacuaient les 64 habitants de l'atoll habité le plus proche, Rongelap. Ils furent renvoyés chez eux par les mêmes autorités trois ans plus tard. Malgré des études effectuées en 1985 qui rapportaient un taux de radioactivi-

té élevé sur les îles, le gouvernement de Ronald Reagan ignore les prières des autochtones en faveur d'une nouvelle évacuation. En mai 1985, Greenpeace apporta son soutien aux insulaires. L'organisation environnementale aida 300 personnes à se réfugier à 180 km de là, sur l'île Mejjatto. En guise de réparation, les Etats-Unis établirent sous Bill Clinton un fonds de nettoyage et de reconstruction pour l'atoll Rongelap. Les Etats-Unis jugent inoffensif le taux de radioactivité actuel et ont désormais posé un ultimatum aux concernés: soit ils retournent sur l'atoll jusqu'en octobre 2011, soit leur communauté se voit retirer toute aide financière. Mais les habitants de Rongelap s'y opposent: «Le poison est bien présent, même s'il est inodore, incolore et invisible», déclare la présidente de la communauté de Rongelap.

Source : SPM Allemagne

Bangladesh: Discrimination de réfugiés birmans

Mi-juin 2010, une violente tempête s'est abattue sur la région de Teknaf au Bangladesh. Sur son passage, elle a détruit un camp de réfugiés, au moins trois enfants sont décédés. Dans ce camp vivent environ 15 000 Rohingya, appartenant à une minorité musulmane considérée comme apatride et qui subit depuis des décennies la discrimination. C'est pourquoi depuis les années 90, quelque 400 000 Rohingya ont fui vers le Bangladesh. Mais là aussi, la plupart des expulsés ne se voit attribuer aucune

reconnaissance officielle, seuls 28 000 d'entre eux bénéficient du statut de réfugié et reçoivent l'aide humanitaire dans les camps du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Presque tous les autres vivent dans des camps jugés illégaux par les autorités locales. Mais les averses violentes qui ont déferlées sur les camps ne sont pas les seules à avoir détériorer sensiblement la situation des Rohingya ces derniers mois. En mars 2010, un rapport de l'ONG «Physicians for Human Rights» signalait que les autorités poursuivaient systématiquement membres de l'ethnie Rohingya depuis le début de l'année et les expulsaient si possible en Birmanie.

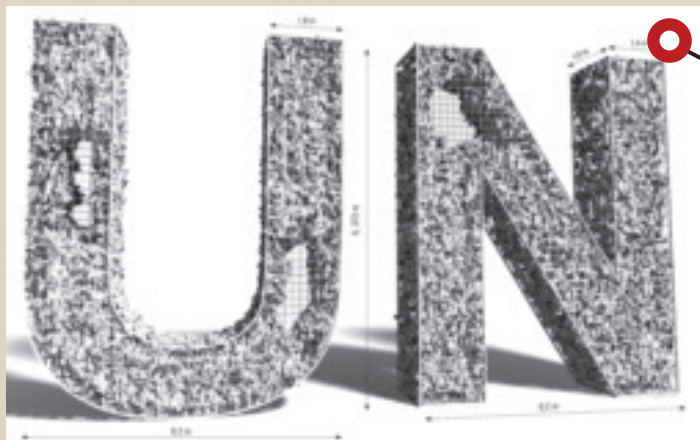
Source : pogrom – peuples menacés 2/2010, NZZ

Tchéchénie: Des meurtres toujours pas éclaircis

Il y a un an de cela (10.08.2009), des inconnus se prétendant membres des autorités de sécurité, enlevaient Sarema Sadulajeva et son époux. Le lendemain, leurs corps étaient retrouvés dans le coffre de leur voiture à proximité de la capitale, Grozny. Sarema Sadulajeva était une militante des droits de l'Homme reconnue et membre du Forum de la société civile tchéchène, initié par la SPM Suisse. Un an après leur assassinat, rien n'est vraiment fait pour punir les coupables, comme dans bon nombre de meurtres d'opposants à la politique russe en Tchétchénie. Il règne toujours en Russie, et en particuliers en Tchétchénie, un climat d'impunité et de peur.

Source : SPM Suisse

Graphique: Centre pour la beauté politique



Bosnie-Herzégovine I: L'organisation «Mères de Srebrenica», qui travaille en étroite collaboration avec la SPM, revendique depuis 2007 la construction d'un mémorial reconnaissant la culpabilité de l'Occident dans le génocide de Srebrenica: en 1995, les casques bleus des Nations Unies n'avaient pas prêté assistance à environ 40 000 civils. Résultat: les milices serbes ont exterminé au moins 8372 Bosniaques. Un «pilier de la honte» devrait maintenant rappeler la défaillance des pouvoirs occidentaux. Il sera composée de 16 744 chaussures (pour les 8372 morts) coulées dans le béton, et formerait les lettres «UN». La SPM a lancé dans différents pays une collecte, afin que soient réunies suffisamment de chaussures jusqu'au 11 juillet pour la journée de commémoration des victimes de Srebrenica. De nombreux intellectuels connus, artistes, acteurs, sportifs et politiques ont participé à la collecte de chaussures.

Photo: SPM



Bosnie-Herzégovine II: Fadila Memisevic, directrice de la section bosniaque de la SPM, s'est vue attribuer mi-mai le prix annuel de la fondation humanitaire «Muradif Cato». La fondation récompense chaque année les personnalités, institutions et organisations qui, de par leur travail humanitaire, contribuent à l'établissement d'une société démocratique, pluriethnique et aux religions multiples. «Muradif Cato» appartient à l'organisation d'entraide bosniaque Merhamet, qui fêtera prochainement ses 100 ans.

Photo: Hamed Saber





Photo : Hamed Saber

Iran II : Un an s'est écoulé depuis l'élection truquée du président iranien Mahmoud Ahmadinejad et les protestations en masse de la population iranienne suite au résultat. Depuis, les violations des droits de l'Homme ont augmenté, particulièrement en défaveur des minorités. Que fait l'opposition verte aujourd'hui? À la mi-juin 2010, la SPM a invité l'écrivain et blogueur iranien Ali Schirasi à s'exprimer à Berne. Son analyse présente la situation politique actuelle et lui permet de montrer les tendances et perspectives d'avenir pour l'Iran.



Photo : Indri Samarajiva

Sri Lanka : La guerre civile qui durait depuis plus de deux décennies au Sri Lanka s'est achevée officiellement au début de l'été 2009. Durant cette dernière, aussi bien l'armée que les Tigres de libération de l'Îlam tamoul se sont rendus coupables de graves violations du droit international humanitaire. Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement sri-lankais refuse un travail de mémoire indépendant concernant ces violations. Josef Lang, membre du comité de la SPM et Conseiller national, a déposé une interpellation parlementaire demandant au Conseil fédéral ce qu'il pensait faire pour éclaircir la question des violations des droits de l'Homme au Sri Lanka.

Iran I : Après avoir analysé le dialogue des droits de l'Homme entre la Suisse et l'Iran, la SPM a mis le résultat à disposition de la Commission de politique extérieure (CPE) du Conseil National. La SPM en est arrivée à la conclusion que la Suisse n'accordait pas assez de poids au dialogue en matière des droits de l'Homme pour avoir une quelconque influence. Pire encore: le dialogue sur les droits de l'Homme mettrait indirectement en valeur le régime iranien en permettant au président Mahmoud Ahmadinejad de faire de ces entretiens une «routine» dans un Etat de droit. Le comportement de la Suisse est perçu par les opposants en Iran comme celui d'une «courtisane du régime», précise la SPM à la CPE.



➤ Invisible mais destructeur

L'uranium constitue la matière première de l'énergie nucléaire. Le groupe français Areva exploite l'uranium depuis plus de quarante ans sur un territoire touareg du Niger, dans le Sahara, entraînant ainsi de lourdes conséquences pour les êtres vivants, les animaux et l'environnement.

Lorsque les mines sont entrées en fonction, l'exploitation d'uranium était censée diminuer la pauvreté et faire de la ville d'Arlit, fondée exclusivement pour les besoins de l'exploitation, un second Paris. Le Touareg Almoustapha Alhacen a rapporté ces vaines promesses. Il y a environ dix ans Alhacen a créé l'ONG «Aghir in Man» (protection de l'âme), pour réagir face aux nombreux problèmes de santé rencontrés par ses collègues mineurs. La résistance contre le groupe français Areva qui exploite l'uranium dans le nord du Niger s'est depuis considérablement développée.

Les rues dégagent de la radioactivité

L'exploitation de l'uranium empoisonne les sols, l'air et l'eau des environs avec des taux élevés de radioactivité. Ces résultats d'une étude ont été publiés il y a déjà plus de deux ans par «Aghir in Man». Le groupe Areva, dont l'État français est actionnaire majoritaire (à 87%) fit la sourde oreille et renvoya aux programmes de décontamination prévus avec les autorités locales. La chose semblait réglée.

En novembre 2009, une délégation Greenpeace se rendit sur le site d'exploitation nigérien. Le résultat est inquiétant: Areva pollue les sols, émet des ondes radioactives non seulement autour des mines mais également dans les villes. En ville d'Akokan notamment, Greenpeace a relevé un taux de radioactivité très élevé sur les routes. Quatre des cinq relevés effectués sur l'eau ont dépassé les valeurs limites de l'OMS. Début janvier, Areva consentit à reconnaître que la radioactivité présente à Akokan était accrue. Areva promit alors de nettoyer les sources de rayonnement présentes dans la ville. Mais début mai, les analyses de Greenpeace montrèrent que la radioactivité présente dans l'air, l'eau



Photo : © Greenpeace / Philip Reynaers

Une activiste de Greenpeace mesure la radioactivité dans la petite ville nigérienne d'Arlit.

et les sols du territoire dépassait de loin les valeurs internationales

Le groupe Areva exploite deux mines d'uranium au Niger. Elles se trouvent toutes deux sur le territoire de différentes communautés nomades dont les Touaregs et les Peuls. Une mine est souterraine et l'autre à ciel ouvert. Cette dernière laisse des trous immenses dans le désert de pierres pouvant atteindre une profondeur de cent mètres, à côté se trouvent des tas d'éboulis dont le vent répand les poussières radioactives loin sur les terres. Une troisième mine devrait prochainement être exploitée dans la région. Son rendement est évalué à 5000 tonnes d'uranium par an à partir de 2013.

La Suisse importe de l'uranium

Areva procède également à l'enrichissement de l'uranium et livre des éléments combustibles à de nombreuses centrales nucléaires. En Suisse, Beznau I et II, Gösgen et Leibstadt s'approvisionnent en éléments combustibles chez Areva.

Hans Stutz, SPM Suisse

Conférence sur l'uranium «Terre sacrée, peuples empoisonnés»

Au niveau international, trois mines d'uranium sur quatre se trouvent sur le territoire de peuples autochtones. Les plus grands gisements découverts se situent au Canada et en Australie. Outre le Niger et le Kazakhstan, la Russie mais aussi la Namibie et l'Ouzbékistan exploitent l'uranium. Les peuples autochtones vivent en symbiose avec leur environnement naturel; c'est pourquoi les mines d'uranium détruisent le fondement même de leur vie. «Terre sacrée, peuples empoisonnés» est le thème d'une conférence préliminaire dans le cadre du Congrès international des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (IPPNW). Sur invitation de la SPM, Azara Jalawi, présidente de la Fédération des Femmes, exposera la situation au Niger.

«Sacred Land, Poisoned Peoples», exploitation de l'uranium, santé et peuples autochtones. Conférence préliminaire au Congrès international IPPNW, 26 août 2010 (www.ippnw2010.org)

➤ Service

Brésil I: «Raoni, Mémoires d'un chef indien»



Les Kayapos vivent sur les rives du Rio Xingu, dans la région touchée par la construction du barrage géant de Belo Monte, qui vient d'être autorisée. Raoni, l'un des chefs les plus respectés de la tribu, n'a cessé depuis longtemps d'attirer l'attention du public occidental sur les préoccupations de son peuple. Son promoteur européen, le cinéaste et auteur Jean-Pierre Dutilleux, a réalisé un premier portrait avec sa communauté en 1973 déjà. Ce film a rendu Raoni célèbre et lui a apporté soutien pour son combat contre la déforestation, les chercheurs d'or et les éleveurs de bétail qui s'enfoncent toujours plus profondément dans la forêt amazonienne. Ces derniers étaient longtemps encouragés par les autorités brésiliennes qui proposaient des parcelles à prix bradé dans la forêt aux paysans sans terre.

Les communautés autochtones d'Amazonie ont entre-temps obtenu la reconnaissance de leurs droits coutumiers. La pression ne s'en est pas faite moins forte pour autant. Depuis le 11 septembre 2001, le sujet a été éclipsé de la scène politique, telle est la thèse de Jean-Pierre Dutilleux. Il décrit Raoni comme l'un des défenseurs importants de la forêt amazonienne. Il a déjà pu se faire entendre auprès de nombreuses per-

Dutilleux décrit la vie de Raoni sur la base de nombreux entretiens: les combats quelquefois meurtriers contre les tribus voisines ainsi que contre les envahisseurs blancs. Il dépeint ensuite sa vie comme célébrité qui se fait photographe avec des politiciens et des artistes connus afin d'attirer l'attention sur les droits et les revendications des autochtones de la forêt amazonienne.



Jean-Pierre Dutilleux: *Raoni, Mémoires d'un chef indien*. Editions du Rocher, 2010.

Brésil II: «Le monde ignoré des Indiens Pirahãs»



Daniel Everett se sentait investi d'une mission: christianiser les Indiens Pirahãs. Cette tribu de 350 personnes vit au plus profond de l'Amazonie, au bord d'un affluent du Rio Madeiro, lui-même affluent de l'Amazone. Everett a été mandaté par le Summer Institute of Linguistics SIL, une institution de l'église fondamentaliste et évangéliste américaine qui s'est fixé pour objectif de traduire le Nouveau Testament dans les langues des autochtones et de leur faire ainsi découvrir l'Évangile.

Il s'est ainsi rendu chez les Pirahãs pour la première fois en 1977, en compagnie de sa femme, missionnaire également, et de leurs deux enfants. Il a vécu au sein de la tribu lors de nombreux séjours plus ou moins longs au cours des décennies suivantes. Il arrive en avion sur une piste d'atterrissage aménagée des années auparavant par d'autres missionnaires américains. La famille débarque avec du café instantané, des soupes en sachets, des boîtes de corned beef. Plus tard, la famille s'est même fait livrer au village des chasseurs et cueilleurs un

frigo fonctionnant au propane. Everett était convaincu que les Indiens Pirahãs verraient en lui, le missionnaire, «un protecteur et une autorité». Un avis que les Pirahãs ne partagent pas. Everett fut surpris de découvrir que le concept de propriété ne signifie pratiquement rien pour eux, que les outils rapidement fabriqués sont simplement laissés sur place après utilisation. Il remarqua encore avec étonnement que la communauté est organisée sans la moindre hiérarchie. Il affirme même que dans d'autres communautés, ce sont des personnes externes qui «ont inventé des chefs, fréquemment dotés artificiellement d'autorité» afin d'obtenir un accès économique aux biens des Indiens.

Linguiste de formation, Everett s'est consacré essentiellement à la langue des Pirahãs. Son livre a ainsi attiré l'attention principalement parce qu'il contredit fondamentalement les théories linguistiques courantes. Cependant, ses descriptions des polémiques et des affrontements dans lesquels les Indiens d'Amazonie doivent survivre sont particulièrement intéressantes, qu'il s'agisse des tentatives d'évangélisation, des chercheurs d'or ou des agents du bureau brésilien des affaires indiennes.

Everett a échoué en tant que missionnaire. Il a dû finir par admettre que les Pirahãs «considèrent la vie et la mort sans le réconfort du paradis et sans la peur de l'enfer» et «qu'ils vont en souriant au-devant de l'abîme». Les Pirahãs sont-ils des «sauvages heureux» comme

Everett le laisse entendre dans le titre? La question reste ouverte. Everett pour sa part a tourné le dos au missionarisme.

Daniel Everett: *Le monde ignoré des Indiens Pirahãs*, Flammarion, 2010.



L'auteur Jean-Pierre Dutilleux avec Raoni

sonnalités politiques et d'artistes, dont plusieurs présidents français et des stars telles que Sting ainsi qu'auprès du pape.

Une voix pour les persécutés
www.peuples-menaces.ch

